



APPEL INTERSYNDICAL DE GUYANE A LA GREVE ET AUX RASSEMBLEMENTS

Citoyens-nes, lycéens-nes, étudiants-es, chômeurs-euses, salariés-es du privé et du public, retraités-es,

12 SEPTEMBRE 2017 : AGIR POUR NE PAS SUBIR !

28 mars 2017 : la population défile massivement et réclame d'une seule et même voix : l'accès pour tous à l'éducation, la santé, la culture, l'emploi, la justice, les transports, les moyens de communications... Les manifestants refusent d'être considérés comme des oubliés de la République ! Ils exigent des investissements en Guyane, notamment dans les services publics, pour plus d'égalité sociale.

Malgré les engagements pris par les Accords de Guyane, la politique mise en place par **le nouveau gouvernement saccage les acquis sociaux et syndicaux de longue date et néglige les urgences sociales locales.**

CODE DU TRAVAIL

- permis de licencier à tout va
- remise en cause du contrat de travail
- reculs en matière de santé au travail
- extension du CDI de chantier avec licenciement sans indemnités.
- plafonnement des indemnités prudhommales
- casse complète du code du travail
- retour au face à face entre l'employeur et le salarié

Plus de pouvoirs aux employeurs pour plus de profits, au détriment de l'intérêt général.

SECURITE SOCIALE / SANTE

- plan d'économie de 15 milliards d'euros dans les secteurs santé/sécurité sociale
- réforme des retraites avec baisse des pensions
- réforme de l'assurance chômage : suppression des cotisations chômage
- suppression des cotisations sociales
- suppression des régimes étudiants et travailleurs indépendants
- hausse de la CSG pour les retraités-es et actifs

Précarité financière institutionnalisée contre les plus fragiles. Diminution organisée du pouvoir d'achat pour toutes et tous.

SERVICES PUBLICS / STATUT DES FONCTIONNAIRES

- plan d'économie de 60 milliards d'euros dans les secteurs santé/sécurité sociale
- suppression de 120 000 postes de fonctionnaires
- baisse des dotations aux collectivités
- gel de la valeur du point d'indice
- rétablissement du jour de carence
- remise en cause du calendrier de PPCR
- suppression massive des contrats aidés

**Des mesures d'économies drastiques visant à amplifier la destruction des services publics.
Augmentation des inégalités territoriales.**

Nos organisations syndicales sont opposées à ces politiques d'austérité, au service de la finance, porteuses de régressions sociales. **Contre** un gouvernement toujours prêt à faire des cadeaux au patronat ! **Contre** un gouvernement qui accorde 2 à 3 milliards d'euros d'économie au MEDEF Guyane alors que la population de Guyane ne récupère que quelques millions d'euros pour le développement des services publics. Nous sommes **pour la défense et la conquête de droits nouveaux, pour le progrès social.**

12 SEPTEMBRE 2017 : TOUS DANS L'ACTION !

CAYENNE RDV 9h devant la préfecture

St LAURENT RDV 9h devant la sous-préfecture